

**A LA CROISEE DES CHEMINS :
L'APRES-FRANQUISME EN PAYS BASQUE**

I- REPERES SOCIOLOGIQUES

Après le décollage industriel de la Navarre et la consolidation de celui de l'Alava, la quasi-totalité de la collectivité basque se retrouve, au début des années 60, structurée autour du type de société industrielle. Entre 1962 et 1982, autrement dit durant toute la période d'éclosion et de développement du nouveau nationalisme basque, plus de 50 % de la population active basque est employée dans le secteur secondaire : parler de rapports de classes et de mouvements sociaux en Pays Basque au cours de cette période revient avant tout et surtout à parler de luttes de classe ouvrière et de mouvement ouvrier.

Cela ne doit pas empêcher d'être attentif à un phénomène qui va prendre une ampleur grandissante au cours des années 70 : l'apparition de luttes sociales inédites liées au dégagement de nouveaux mécanismes de domination, ceux que les grands appareils technocratiques ne cessent désormais de sécréter. Cette domination n'est plus, comme celle que continue d'exercer la classe capitaliste industrielle, circonscrite dans le cadre des lieux de travail, à l'usine ou à l'atelier. Elle les déborde largement pour se répandre dans tous les domaines de la vie sociale, allant jusqu'à dicter les règles de l'intime en envahissant la sphère privée. Elle n'est plus la marque d'une volonté d'organiser et de gérer le travail en fonction d'intérêts privés, mais celle d'imposer des modèles de conduite [286] et de forger des besoins et des attentes adaptées aux scénarios du futur qu'une nouvelle classe de décideurs, les technocrates, choisie en fonction d'impératifs dictés par la soif de rentabilité et de puissance des grandes organisations. Il s'agit désormais de mouler la demande du public sur l'offre que ces organisations déterminent et modèlent à leur gré.

C'est face à cette domination qui, concrètement, se traduit par l'imposition de modes de vie, face à cette « colonisation du quotidien » (Habermas), qu'apparaissent de *nouvelles luttes sociales*. Lutttes que portent non plus, comme dans le cas des luttes de classe ouvrière, une classe « réelle », c'est-à-dire définie par un statut professionnel et plus ou moins repérable culturellement, mais un ou des publics qui ne se résolvent pas à jouer le rôle de récepteurs muets des productions culturelles et matérielles des appareils de pouvoir que deviennent les grandes entreprises et organisations à direction technocratique.

Ces luttes peuvent se borner à être défensives : mouvements de repli sur une identité menacée ou conduites de crise face à une dépossession. Elles peuvent aussi s'enfermer dans la construction d'une utopie visant à dépasser le chaos d'un présent agressif et donc refuser la relation avec l'adversaire. Elles peuvent encore dégénérer en de simples pressions institutionnelles dans l'espoir que la puissance publique sache rétablir les équilibres rompus. Mais ces luttes peuvent aussi « contre-attaquer », c'est-à-dire cesser d'avoir un mouvement de recul face aux conséquences de la domination, aller au-delà de la fuite, ou même de la contestation de ses effets, et rompre l'ordre nouveau pour faire apparaître le type de relation sociale qui le produit, et donc en venir à désigner un adversaire social. C'est alors que ces luttes peuvent se révéler être porteuses d'un mouvement social. Mouvement social parlant au nom de tous ceux qui contestent le pouvoir, que s'arrogent chaque jour davantage les technocrates, de déterminer, au nom du « savoir » (interprétation des « évidences » auxquelles mèneraient la rationalité instrumentale et les exigences de la croissance économique), quels doivent être les besoins de chacun.

Mouvement social s'opposant au « kidnapping technocratique » des modes de vie singuliers, à leur laminage au feu des seuls intérêts des grands appareils de production et de gestion, et à leur monotone découpe en attentes et demandes conformes à l'offre de ces mêmes appareils. Mouvement social visant en définitive la « resocialisation » de ces besoins et de ces demandes par la réapparition du débat public là où un savoir privé faisait taire la masse en sous-entendant son ignorance. Mouvement social faisant émerger de la confrontation là où l'adversaire n'était pas reconnu, [287] et aussi des rapports de force là où la notion même de pouvoir semblait s'évanouir dans l'ordre des choses. La difficulté à penser l'unité de ce mouvement vient essentiellement

de la diversité des domaines de la vie sociale dans lesquels le pouvoir technocratique intervient et impose ses règles. L'identité et l'unité de l'acteur de classe de ce mouvement ne peuvent finalement être repérées qu'en regard de celles de son adversaire, et par la reconnaissance du type de relation sociale qui les détermine, à la fois lieu de pouvoir et enjeu du mouvement¹.

C'est au début des années 60 qu'il faut chercher, au niveau de l'État espagnol, les prémisses de l'apparition de telles luttes et donc, en pointillé, de celle de nouveaux mouvements sociaux. Ces années-la sont en effet celles de l'accession au pouvoir d'une « nouvelle classe dirigeante » : celle des *wonder boys* espagnols frais émoulus de la Harvard Business School, pour ne citer qu'elle. D'extraction généralement « modeste » (classe moyenne supérieure), ils ne doivent leur pouvoir qu'à leur connaissance². Ils se démarquent en cela de la classe dominante issue de la guerre civile qui ne devait le sien qu'à ses prises de position politique ultra conservatrices. À la fin des années 50, le bilan économique espagnol, fruit de la direction défensive et rétrograde de l'oligarchie, est catastrophique. L'aide américaine s'est volatilisée en crédits gratuits aux industries traditionnelles ou les méthodes de travail et de gestion deviennent archaïques, la réforme agraire tarde, le budget est déséquilibré par une dépense militaire disproportionnée, etc. [288]

L'ouverture du marché espagnol aux capitaux étrangers, et donc indirectement à des méthodes de programmation et de gestion nouvelles, les « recommandations » accompagnant le prêt de 1959 (544 millions de dollars) des puissances occidentales à l'Espagne, et les injonctions à plus de « rationalité » de la BIRD en 1952, vont amener Franco à faire de plus en plus souvent appel aux jeunes technocrates de l'Opus qui ne parlent que d'efficacité et de rentabilité, seul langage que les nouveaux bailleurs de fonds internationaux de l'Espagne comprennent. Le sérieux « apolitique » des « jeunes

¹ Cf. A. Touraine, « Les nouveaux conflits sociaux », *Sociologie du travail* n° 1, 1975.

² Le canal de recrutement, de formation et plus tard de... placement le plus important pour ces futurs dirigeants fut sans conteste l'Opus Dei. Ses membres sont sélectionnés en fonction de leurs résultats scolaires ; les plus doués bénéficient de bourses d'étude à l'étranger. Les maîtres mots de l'« Oeuvre » sont religion et efficacité, ordre et rationalité. En faisant des exigences que dicte le développement de l'Espagne moderne (efficacité et rentabilité) les meilleures façons de servir les valeurs de l'Espagne traditionnelle (ordre et religion), l'Opus des années 60, a la fois lieu de religion et d'incubation d'un pouvoir technocratique, allait rapidement se convertir en la synthèse dirigeante espagnole la plus performante de ces années (pour un aperçu descriptif de l'accession des membres de l'Opus aux postes clefs de l'Etat, cf. « La prodigiosa aventura del Opus Dei. Génesis y desarrollo de la Santa Mafia » de

loups », leur sens des responsabilités et de l'ordre, leur obsession pour les courbes ascendantes, vont en faire les interlocuteurs privilégiés des directions technocratiques des grandes firmes multinationales avec lesquelles ils propulseront l'État espagnol, en réalisant des « coups » souvent audacieux, a la dixième place dans le classement des puissances industrielles mondiales³.

Peu à peu, l'inertie de l'oligarchie corrompue est remplacée par le dynamisme de cette nouvelle classe dirigeante qui ne dissimule plus sa soif de pouvoir. La tendance naturelle semble la porter à rejeter les oppositions (de quelque côté qu'elles viennent) a ses projets dans la sphère de l'irrationalité et même de l'ignorance, antithèses du progrès. En cette période d'expansion exceptionnelle (1960-1975), un certain dédain envers les modes de vie traditionnels espagnols, que défendent des populations agressées par ses programmes de développement, perce même à travers ses déclarations. Que peut en effet penser un jeune technocrate, sortant de la Business School et de deux ans de stage chez Westinghouse, de l'opposition antinucléaire des paysans de Caceres ? La connaissance et l'information, c'est lui qui les a ; le reste, ce sont les Canuts contre les machines à tisser. Mais, par là même, c'est la discussion de projets concernant des ensembles chaque fois plus vastes de populations, et aux conséquences souvent irréversibles, qui est ainsi escamotée, ensevelie sous une avalanche de rapports d'experts en regard desquels les « consommateurs » font figure de sauvages qui n'ont plus qu'à se taire.

L'Espagne fut certainement un des pays qui subit avec le plus de violence l'accession de cette nouvelle classe dirigeante aux affaires, et plus fondamentalement de cette nouvelle forme de domination sociale. Non seulement parce que les mouvements d'opposition aux conséquences les plus immédiates des choix technocratiques furent, dans la quasi-totalité des cas, traités par le mépris [289] et rejetés avec dédain comme mouvements rétrogrades, ce qui est en soi une forme de violence ; mais aussi parce que, lorsque cela s'avéra nécessaire, l'appareil d'État franquiste intervint directement pour brutalement imposer les projets et réprimer les mouvements de contestation. Ce mépris et cette répression contribuèrent à rendre encore plus difficile le déchiffrement du nouveau type de domination sociale qui, derrière cette violence, se mettait en place :

Jesus Ynfante, Paris, 1970, Ed. Ruedo ibérico).

³ Entre 1960 et 1970, le taux moyen de croissance industrielle de l'Espagne est de 9,5 %...

pour la plupart, l'ordre demeurait celui de l'Etat franquiste et celui « du Système », ce qui retardait d'autant l'apparition de nouveaux mouvements sociaux.

Il ne faut pas s'étonner que ceux-ci, contestant non plus seulement l'État répressif et les effets les plus déstabilisateurs de l'application des programmes technocratiques, mais plus directement la prétention des nouveaux décideurs de déterminer quels devaient être les besoins de la population, soient apparus dans les régions où une « connaissance alternative » pouvait le mieux se dégager : la Catalogne, Madrid et le Pays Basque. C'est en effet ici que les informations sur lesquelles se basent les technocrates pour choisir leur stratégie de développement, et que les techniques employées pour les mettre en œuvre, sont connues du plus grand nombre. La contestation peut dès lors remonter beaucoup plus facilement le long des effets des décisions technocratiques pour dénoncer l'existence et la forme même de la domination sociale qui en est l'origine.

En Pays Basque, la lutte qui mobilisa, et continue de mobiliser le plus de personnes, au point de prendre le leadership de la contestation sociale au mouvement ouvrier, est, de loin, la lutte antinucléaire. C'est donc essentiellement à travers elle que sera recherchée la figure d'un éventuel mouvement social de contestation anti-technocratique, et qu'il sera donc question au moment de parler des rapports entre les nouveaux mouvements sociaux et le mouvement national basque (cf. infra, chap. VIII).

3) Même s'ils s'appuient sur quelques données historiques, les deux repères précédents sont sociologiques : ils parlent avant tout de systèmes et de changements sociaux. L'étude des rapports entre mouvements sociaux et question nationale nous amène maintenant à « redescendre » vers l'ensemble historique et géographique concret qu'est la collectivité basque pour voir comment l'historique influe sur le social pour en déterminer la réalité. [290]

II- REPERES HISTORIQUES

Lorsqu'en novembre 1975 le dictateur meurt, bien peu sont les Espagnols qui donnent quelques chances à Juan Carlos (alors surnommé « Le Bref ») de réformer le régime à partir de ses propres lois dans le sens d'une ouverture démocratique. L'ensemble de l'opposition démocratique continue de penser que seule une rupture,

voire une révolution, pourrait mettre fin au régime totalitaire. La rapidité avec laquelle la Réforme (La reforma) est entreprise partage cependant bien vite les opposants en deux camps : les « rupturistes » et les « réformistes ». Mais, devant les progrès démocratiques atteints par le gouvernement Suarez, et hormis une minorité, les deux acceptent bientôt le Consensus (*el consenso*). Les principaux partis politiques sont légalisés, les premières élections libres de l'après-guerre organisées en juin 1977 et, un an et demi plus tard, l'immense majorité du peuple espagnol plébiscite une des constitutions les plus démocratiques de la planète Bien que « surveillée » (*vigilada*) par l'armée, qui fera pendant quelque temps encore peser la menace d'un coup d'État, la jeune démocratie espagnole a réussi à imposer une nouvelle image de la légalité à laquelle bien peu croyaient parvenir aussi vite quelques années plus tôt.

Tel n'est pas le cas en Pays Basque. Alors que partout en Espagne les partis politiques cherchent à s'infiltrer dans les fissures du régime, ils sont obligés, en Pays Basque, de suivre les impressionnantes mobilisations populaires réclamant une rupture démocratique. Alors que seulement 22,6 % du corps électoral espagnol s'abstient au référendum du 15 décembre 1976 convoqué pour approuver la « Loi de Réforme Politique » (visant le passage à une monarchie parlementaire à partir des propres lois du régime), ce même pourcentage atteint en Pays Basque 42,8 % (le Guipúzcoa et la Biscaye étant respectivement la première et la deuxième des provinces abstentionnistes de l'État). Ici, la notion de démocratie est indissolublement liée à l'accomplissement de quatre exigences forgées dans la lutte anti-répressive : l'amnistie générale de tous les prisonniers politiques, la légalisation de tous les partis politiques, la reconnaissance du droit à l'autodétermination (pour les plus modérés, l'autonomie) du Pays Basque, et le démantèlement (pour les plus modérés, l'épuration) des forces de l'ordre public.

Lorsque les élections de juin 1977 sont convoquées, aucune de ces revendications n'est satisfaite. Plus grave, la répression continue sous les [291] mêmes formes que durant le franquisme : il suffit de rappeler la tuerie du 3 mars 1976 à Vitoria⁴, les deux semaines sanglantes du 12 au 18 mai 1977⁵ et du 8 au 14 juillet 1978⁶,

⁴ Ce jour-là, la police brisa les vitraux de l'église Saint François (Vitoria) pour lancer des grenades fumi-gènes à l'intérieur afin d'en déloger des travailleurs en grève qui s'y étaient réunis en assemblée générale. C'est lorsque ceux-ci, asphyxiés par la fumée, sortirent dans la rue que la police tira, à bout portant et sans sommation, dans le but évident de tuer. Il y eut quatre morts et des dizaines de blessés. Absolument aucune provocation n'avait eu lieu de la part des travailleurs, si ce n'est le fait de faire grève et de se réu-

ou encore les 44 personnes qui, au total, auront été tuées en Pays Basque par la police durant les trois ans de la Réforme (1976-1978). Il est, à nos yeux, impossible de comprendre ce qui est désormais devenu [292] pour beaucoup le « problème basque » (c'est-à-dire, essentiellement, la persistance d'un important secteur « rupturiste » au sein de la population basque) si l'on perd de vue cette donnée fondamentale : une grande partie de la population basque qui, pendant près de 40 ans a dû subir les affres d'une répression discriminatoire, « ne se résout pas » à nommer « démocratie » un régime qui continue d'employer exactement les mêmes méthodes de répression que le franquisme. Alors que partout en Espagne, les symptômes de la « guérison démocratique » font oublier les séquelles du « mal franquiste », il semble bien qu'en Pays Basque, ce soit l'inverse qui se produise. Ici, les tortionnaires sont toujours à l'œuvre, les chefs des forces de l'ordre qui ont ordonné de tirer sur la foule continuent en toute impunité d'exercer leur fonction, la plupart des manifestations sont interdites ou brutalement dispersées, etc.

nir, avec l'autorisation du curé et des prêtres de la paroisse, dans cette église. La réponse populaire fut immédiate et massive : les quatre provinces basques entrèrent en grève générale. Pendant deux jours, le pays fut totalement paralysé. Les mobilisations (manifestations, pétitions, enfermements collectifs dans les églises, etc.), sans précédent depuis celles qui, 6 mois plus tôt avaient eu lieu en protestation contre l'exécution de deux militants d'ETA, ne firent que renforcer la répression. Celle-ci fut proportionnelle à l'ampleur du mouvement. Des contingents entiers de renforts de police en provenance de Logroño, Valladolid et Saragosse intervinrent, ainsi que l'armée dans certains cas. Il y eut une nouvelle victime, plusieurs centaines de blessés et près d'un demi-millier d'arrestations.

⁵ Semaine de mobilisations pro-amnistie. La répression fera cinq morts et plusieurs dizaines de blessés. Pour protester contre ces morts, une grève générale aura lieu dans les quatre provinces basques le 13 mai, soit un mois avant les premières élections libres.

⁶ Le 8 Juillet, en pleines fêtes de Pampelune, la police fit brutalement son apparition dans les arènes de la ville où plus de 20 000 personnes venaient d'assister à une corrida. L'unique raison apparente de cette intervention fut l'existence d'une pancarte, tenue par des jeunes qui réclamaient l'amnistie. La police chargea indistinctement tous ceux qui se trouvaient sur son passage, lança des grenades lacrymogènes et, devant l'indignation des spectateurs (qui se manifesta par des jets d'objets divers sur la police), commença à tirer à feu réel sur la foule. L'action de la police s'étendit aussitôt après à l'ensemble de la ville, faisant un mort et plusieurs centaines de blessés. Une fois encore, la population basque réagit immédiatement en manifestant contre les événements de Pampelune. C'est au cours d'une de ces manifestations (à Saint-Sébastien) que la police tira, faisant une nouvelle victime et plusieurs dizaines de blessés. Pour la dixième fois depuis 1975, une grève générale de protestation contre la répression, et réclamant le départ de la police, paralysa le Pays Basque. Quelques jours plus tard, alors que le calme revenait, une compagnie de la police armée, dans le but évident de « châtier » la population d'une des villes les plus combatives du Pays Basque, et alors qu'il n'y avait aucune manifestation et que tout le monde était en train de déjeuner (14 h), prit d'assaut le centre de Renteria, brisant les devantures des magasins, saccageant les balcons et entrées des maisons qui arboraient un drapeau basque en signe de deuil, mettant le feu à des voitures et renversant le contenu d'un camion dans la rivière (il existe de nombreuses photos témoignant de cette expédition punitive et montrant notamment des policiers en train de piller des magasins).

Parallèlement à cette répression, aucun représentant basque n'est invité à participer à la commission chargée d'élaborer le projet de la nouvelle constitution espagnole⁷ ; et, lorsque les députés du PNV et d'Euskadiko Ezkerra tenteront, au cours des débats aux Cortès en vue de son approbation, d'y faire reconnaître les droits nationaux du peuple basque, aucun de leurs amendements ne sera retenu. Le 25 novembre, le texte définitif de la Constitution est voté par l'unanimité des députés, sauf par celui d'Euskadiko Ezkerra (qui vote contre) et par les huit du PNV (qui quittent l'hémicycle avant le vote). Son article II stipule « l'indissoluble unité de la nation espagnole, patrie commune et indivisible de tous les Espagnols ». Le PSOE qui, comme le PC, s'était deux ans plus tôt clairement prononcé pour le droit à l'autodétermination du Pays Basque sacrifie celui-ci sur l'autel de la Réforme devant « l'urgence de trouver une formulation qui satisfasse tout le monde »⁸. Le 26 mars 1978, et à l'occasion du premier [293] *Aberrri Eguna* (jour de la Patrie basque) toléré depuis plus de 40 ans, 100 000 personnes à Bilbao, 40 000 à Saint-Sébastien, 30 000 à Pampelune et 20 000 à Vitoria, manifestent pour rappeler « le droit inaliénable du peuple basque à l'autodétermination ».

Alors que dans tout le reste de l'État espagnol (y compris en Catalogne) le référendum constitutionnel clôture en apothéose les trois ans de réforme, il marque en Pays Basque, et de façon on ne peut plus explicite, l'échec de cette même réforme à avoir su sentir et traduire, en les prenant en compte constitutionnellement, les aspirations par lesquelles la société civile basque pensait la notion même de démocratie et de changement. *Tandis que la nouvelle constitution est plébiscitée par 61,47 % des électeurs inscrits dans le reste de l'État espagnol (62,33 % en Catalogne), elle n'est*

⁷ Cette commission, formée le 15 Juin 1977, comptait trois représentants de l'UCD, un du PSOE, un du PC un de l'AP et un Catalan.

⁸ Le 4 octobre, veille de l'approbation définitive de la constitution par les Cortès, Aguiriano, député du PSOE, résumait ainsi cette volte-face : « C'est vrai qu'au cours de notre XXVIIe Congrès (1976), les socialistes nous sommes prononcés pour ce droit (à l'autodétermination). D'un point de vue socialiste (ce droit) peut servir pour détruire un État profondément centralisateur et clairement dictatorial, comme l'a été l'État espagnol durant les quarante dernières années. Mais depuis, la situation a changé, s'est améliorée... Alors, pourquoi continuer à, aujourd'hui, réclamer ce droit à l'autodétermination ? Celui-ci n'est plus désormais porté que par des positions utopiques qui pensent plus à construire des sociétés idylliques et impossibles qu'à instaurer une société démocratique » (rapporté par Ortzi, *El no vasco a la reforma*, San Sebastian, 1979, Ed. Txertoa, tome I, pp 118-119).

*acceptée en Pays Basque que par 34,95 %, soit par tout juste plus d'un tiers de ses habitants*⁹.

Ces résultats qui, partout en Espagne, ouvrent la période post-franquiste proprement dite, résument à eux seuls ce sur quoi cette dernière reposera en Pays Basque : un différend originel incontournable, tant que la constitution ne sera pas révisée, entre la population basque et l'État espagnol. Le « pacte » par lequel les citoyens espagnols viennent de sceller leur unité en se reconnaissant dans un même État, et en lui déléguant certaines de leurs libertés individuelles en échange de l'assurance qu'il n'agira que dans l'exacte mesure que lui octroie la nouvelle constitution, ce pacte-là, force est de le reconnaître, n'est pas partagé par les Basques. Constatation qui soulève ipso facto la question de la légitimité de cet État en Pays Basque.

C'est pour éviter que cette question ne se transforme rapidement en problème trop épineux que des conversations entre représentants de l'État central et élus basques sont immédiatement entamées dans le but de trouver un « accord » sur la base d'un statut d'autonomie du Pays Basque. Après maintes péripéties, celui-ci sera signé le 18 Juillet 1979 à Guernica¹⁰. Outre le transfert d'une grande partie des compétences de l'administration centrale à l'administration autonome, [294] le statut prévoit entre autres choses : le rétablissement des *Conciertos Economicos* d'avant-guerre (le gouvernement autonome lève les impôts et verse chaque année un *cupo* (quote-part) pour « rembourser » les dépenses effectuées par le gouvernement central en Pays Basque), l'établissement d'une police basque dans le but de progressivement remplacer la police de l'État central, le bilinguisme, etc.

Cependant, deux problèmes de fond demeurent. Ce statut, bien que prévoyant l'intégration de la Navarre au Pays Basque, la laisse pour l'instant en dehors du processus autonome. D'autre part, l'ensemble des prérogatives et compétences du Gouvernement basque doit entrer dans le cadre de la Constitution espagnole.

⁹ Le Guipúzcoa, la Biscaye, l'Alava et la Navarre étant (dans cet ordre) les quatre premières provinces de l'Etat dans le classement provincial des votes négatifs (pourcentage trois fois plus élevé que dans le reste de l'Etat).

¹⁰ Trois mois plus tard, le 25 octobre 1979, 53,1 % du corps électoral basque approuve ce statut (90,2 % de oui parmi les votants). Tous les partis politiques avaient appelé à voter oui, sauf les indépendantistes d'Herri Batasuna qui préconisaient le boycott.

Les différentes prises de position face à ces deux problèmes définissent la situation politique telle qu'elle demeure encore de nos jours (juin 83) :

- Les partis étatiques (nommés « succursalistes » par les nationalistes) : les PSOE, UCD, AP et PC (respectivement 3^e, 5^e, 6^e et 7^e forces électorales dans les trois provinces autonomes) qui ont rédigé et plébiscité la nouvelle constitution, considèrent le statut de Guernica comme la bonne et définitive solution au « problème basque ».

- Les nationalistes modérés du PNV (première force électorale), bien qu'opposés à la constitution (essentiellement en raison de son article II), « l'acceptent dans le souci de ne pas provoquer l'irréparable » (Xabier Arazallus, dirigeant du PNV) sans pour cela renoncer à l'autodétermination (« Qu'il soit ou non dans la constitution, nous nous réservons le droit de sécession », X. Arazallus). Dans l'immédiat, il cherche à consolider au maximum le statut en vigueur et dirige en solitaire le premier gouvernement autonome basque du post-franquisme (formé en mars 1980).

- Une partie de la gauche patriotique, indépendantiste et ayant rejeté la constitution, appuie cependant le statut d'autonomie, le considérant comme « le dernier train pour la solution aux problèmes d'Euskadi ». Il s'agit d'Euskadiko Ezkerra (4^e force électorale) dont la quasi-totalité des militants est issue du parti EIA, créé par ETA politico-militaire en 1976¹¹, et d'une scission du PC basque. ETA politico-militaire appuie de son côté cette politique en essayant, par la lutte armée ou par sa « dissuasion », « d'étendre les prérogatives du statut ». [295]

- Enfin, l'autre partie de la gauche patriotique, majoritaire, indépendantiste, et ayant bien entendu voté contre la constitution, rejette aussi le statut : essentiellement parce que, entrant dans le strict cadre de la constitution espagnole, celui-ci ne reconnaît pas le droit à l'autodétermination du peuple basque et laisse la Navarre à l'écart. Il s'agit d'Herri Batasuna, à l'heure actuelle seconde force électorale dans les trois provinces autonomes. Son programme électoral est constitué par les cinq points du KAS¹². Ses élus, fidèles à leur logique « rupturiste », refusent de siéger, tant aux Cortès espagnoles qu'au Parlement basque. HB bénéficie de l'appui déclaré d'ETA militaire (et vice-versa). La répression qui, pendant la réforme, était encore indiscriminatoire en Pays Basque,

¹¹ Cf. supra, p. 227.

¹² Cf. supra, p. 223, note 102.

devient chaque jour plus discriminatoire envers ce secteur rupturiste, le confortant ainsi dans sa vision selon laquelle « rien n'a changé »¹³. [296]

¹³ Sur cette répression, extrêmement brutale (il n'y a qu'à se rappeler de la mort, le 13 février 1981, de Joseba Arregui sous les tortures de la police), cf. Miguel Castells Arteche, *Radiografía de un modelo represivo*, San Sebastian, 1982, Ed. Vascas, ainsi que les dossiers *Repression en Euskadi*, publication trimestrielle d'HB (n° 1 : janvier 1982).